

## L'Ukraine n'a pas perdu, à l'Europe de se montrer à la hauteur

Un air de défaitisme semble flotter sur la cause ukrainienne. La précarité des positions à Pokrovsk, la fin de l'aide américaine et les pressions diplomatiques autour d'un prétendu « plan de paix » négocié sans l'Ukraine ni ses alliés européens alimentent le récit russe d'une résistance vouée à l'échec. Selon ce narratif, l'Ukraine serait à bout de forces, l'Europe résignée, et Washington prêt à solder le conflit en entérinant non seulement les annexions illégales de la Russie mais en ouvrant la voie à une sphère d'influence de celle-ci dont nulle ne sait jusqu'où elle pourrait porter.

Cette vision est trompeuse. Si nul ne nie la difficulté de la période, l'Ukraine est bien loin de la défaite. Depuis près de quatre ans, elle absorbe un choc qu'aucune démocratie européenne n'a eu à affronter au XXI<sup>e</sup> siècle. Et pourtant, elle tient. Dans le Donbass, la Russie perd chaque mois 20 à 25 000 soldats, pour des gains territoriaux minimes. La petite ville de Pokrovsk, dont l'état-major russe pensait s'emparer il y a plus d'un an, n'a toujours pas cédé. Derrière la solidité du front, se trouve celle des arrières : en 2025, l'Ukraine aura produit plusieurs millions de drones, pour certains équipés d'algorithmes d'intelligence artificielle, développé des systèmes innovants de guerre électronique, de défense anti-missile et de frappe dans la profondeur.

Cette endurance n'est pas un miracle, mais une architecture nationale : continuité des services publics, reconstruction immédiate, distribution et équilibrage du réseau électrique le tout sur fond de structures de mobilisation civique au profit des combattants comme des civils. La lutte contre la corruption, à l'origine même des révolutions de 2005 et de 2014, demeure l'idéal d'une société civile qui continue de se mobiliser contre un fléau hérité des décombres du soviétisme. Jamais les manifestations de cet été ni les limogeages de cet automne – fruits des mécanismes de lutte anti-corruption né d'Euromaïdan – n'ont ébranlé la volonté de combattre pour l'indépendance. Elles l'ont au contraire renforcé, traçant clairement le chemin vers l'objectif ultime derrière la résistance à l'agression : l'émergence d'une démocratie européenne.

Le plan en 28 points du gouvernement américain confirme le lâchage de l'Ukraine par Trump et son soutien à la Russie. Pour l'Europe c'est le moment ou jamais et l'heure de vérité : l'Europe doit dire Non. Elle peut désormais clairement engager des actions contre la Russie et s'affranchir du plan de l'administration américaine. D'autant que, depuis janvier, cette dernière méprise les Européens et ne leur parle plus comme à des alliés. Il est possible de ne pas subir la politique de Trump sur l'Ukraine. Si on ne le fait pas, Guerre ou déshonneur, on aura la défaite et le déshonneur. Comme disait Churchill.

D'autant que La Russie pour sa part, montre, pour qui y regarde de près sa fragilité. Si sa production de munitions, de missiles et de drones, aidés par l'arrière nord-coréen, iranien et de plus en plus, chinois peut impressionner, ses stocks de véhicules issus de la guerre froide s'épuise bien plus vite que la production industrielle ne peut compenser. Elle parvient certes à recruter à tour de bras dans les régions pauvres en échange de primes mirobolantes pour leur pouvoir d'achat, mais la qualité de sa ressource humaine se dégrade.

Surtout, les fondations économiques du régime se fissurent. Les réserves de change ont été divisées par trois depuis le début de la guerre alors que les dépenses de défense ont désormais dépassé les revenus issus des hydrocarbures. La Russie vit désormais en situation de stagflation, ses réserves fondent, son déficit budgétaire atteint des niveaux records, et la majorité de sa population a perdu près d'un tiers de son pouvoir d'achat réel. Ses secteurs civils s'affaiblissent tandis que la militarisation de l'économie a atteint ses limites.

Pour peu que les frappes ukrainiennes sur les infrastructures pétrolières s'intensifient et que l'Europe applique réellement des sanctions contre la flotte fantôme qui transporte les hydrocarbures russes, la capacité de Moscou à financer la guerre pourrait être sérieusement compromise. A l'inverse, si la pression occidentale se relâche, la Russie pourra disposer des ressources nécessaires pour financer son nouveau modèle de force à 1,6 million d'hommes,

L'enjeu pour les Européens n'est donc pas seulement la sécurité de l'Ukraine, mais la leur. Comme le disait Bismarck en 1871, « la Russie n'est jamais aussi puissante qu'elle paraît, ni aussi faible que l'on croit », elle est en revanche toujours opportuniste. L'heure est venue pour l'Europe d'assumer pleinement ses responsabilités. Aider l'Ukraine aujourd'hui n'est ni un geste altruiste, ni un sacrifice : c'est un investissement stratégique. C'est d'abord tenir à distance du reste des frontières européennes 700 000 soldats russes grâce au sacrifice des forces ukrainiennes, c'est apprendre des innovations du champ de bataille pour se préparer au combat de demain, c'est gagner le temps nécessaire pour reconstruire nos arsenaux et affirmer notre autonomie d'action. C'est enfin maintenir la cohésion d'un continent dont la sécurité dépend directement de l'issue de cette guerre.

L'Europe (avec le Royaume-Uni et la Norvège) représente plus de 20 000 milliards d'euros de PIB. La Russie en représente dix fois moins. Et pourtant, en 2025, les Européens ont consacré moins de 0,25 % de leur richesse annuelle à soutenir Kyiv. Ce n'est pas une question de moyens mais de volonté. Aux Européens de choisir s'ils veulent être spectateurs dans le déshonneur d'un ordre sécuritaire décidé ailleurs — ou acteurs courageux et lucides d'un continent capable de défendre ses principes, ses alliés, ses frontières et son avenir.

Cette tribune est signée par un collectif de cinq auteurs :

- **Béatrice Giblin**, géographe, fondatrice de l'IFG et directrice de la revue *Hérodote* ;
- **Élie Tenenbaum**, directeur du Centre des études de sécurité de l'Ifri ;
- **Sylvain Kahn**, professeur au Centre d'histoire de Sciences Po, auteur de *L'atlantisme est mort ? Vive l'Europe !* (Aube / Fondation J.-Jaurès, 2025) et de *L'Europe face à l'Ukraine* (Puf, 2024) ;
- **Arthur Kenigsberg**, président du think tank Euro Créative, auteur de *L'Europe de l'Est n'existe pas* (Eyrolles, 2025) ;
- **Hans Stark**, professeur de civilisation allemande contemporaine à Sorbonne Université.